

Oui, aux transports, on va regretter Frédéric Cuvillier!



Cela peut paraître étrange, voire risible. Regretter Frédéric Cuvillier au ministère des transports. Déjà, vous ricanez. Et pourtant. Le maire de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), enrobé, affable, inconnu du grand public lors de sa nomination il y a deux ans et demi, demeure certes un *"second couteau"* de la politique. Il avait accédé au quart d'heure de gloire médiatique in extremis, à l'occasion de la dernière grève de la SNCF, en juin ([lire, à ce sujet, un article de Philippe Jacqué](#)).

Son communiqué annonçant qu'il *"n'a pu réserver une réponse favorable"* à la proposition de rester à son poste, publié quelques minutes avant la nomination du gouvernement Valls II, ce 26 août, a fait sourire. *"Ah ben dis donc, si même Cuvillier ne veut plus en être"*, affirmait l'un. *"Les conducteurs de TGV sont sous le choc"*, se moquait un autre. Laurent Gallois, conducteur à la RATP et représentant du syndicat UNSA, lui reproche de *"ne pas avoir tenu ses engagements, suite à un débat télévisé, de prendre en considération le terrain"*. Pour Jean-Claude Delarue, président de [SOS Usagers](#), *"on n'avait pas vraiment remarqué qu'il s'intéressait aux usagers du quotidien qui galèrent plus que jamais"*.



Le nord et la pêche. Il n'empêche. Certes, le maire de Boulogne, important port de pêche, avait dû sa nomination, en mai 2012, à sa connaissance des affaires maritimes, et à la géographie de sa ville natale (et d'élection), puisqu'il fallait au moins un *"nordiste"* au gouvernement. Mais cet homme discret, âgé de 45 ans, faisait le job, comme on dit. Appel à projet pour les transports urbains, accident ferroviaire de [Brétigny](#), écotaxe, [plan vélo](#), feuilleton de la SNCF, réforme ferroviaire,

catastrophes aériennes : qu'on soit d'accord ou non avec ses décisions, le ministre s'était plié à chaque fois aux impératifs complexes des transports.

Politique, pas technique. Le secteur, qui pouvait lui sembler purement technique au départ, comme c'est d'ailleurs le cas pour la plupart des nouveaux ministres des transports, lui était peu à peu apparu pour ce qu'il est : un ministère très politique. Le communiqué de départ du secrétaire d'État (qu'il était devenu dans le gouvernement Valls I, après avoir été ministre sous Jean-Marc Ayrault) en témoigne. *"Les infrastructures, les transports et la mer"*, écrit M. Cuvillier, *"sont les moteurs essentiels d'une croissance durable, portent les enjeux d'une plus grande équité territoriale et sont au cœur des défis économiques, industriels et sociaux"*. Plus loin, il espérait *"une politique cohérente porteuse d'espoir pour nos territoires et nos concitoyens"*.



Pollution de l'air ou liberté

individuelle?

En matière de transports, tout est politique. Doit-on privilégier un petit nombre de voyageurs au détriment d'une majorité ? Encourager un mode plutôt qu'un autre ? Recourir à des technologies coûteuses ou favoriser la mobilité des plus fragiles ? Comment arbitrer entre pollution de l'air et liberté individuelle ?

En 2013, le secrétaire d'État s'était prononcé contre la construction d'une ligne à grande vitesse à 1 milliard d'euros "pour

faire gagner 10 minutes" aux voyageurs. Une conception de l'intérêt général à l'opposé de celle de bon nombre d'élus, à commencer par Jacques Auxiette, président (PS) de la région Pays-de-la-Loire, qui déclarait en juillet : "quand on voit tous les problèmes qu'il y a quand on prend l'avion, l'attente, tout ça, eh bien, ça démontre qu'il faut des lignes à grande vitesse". Autrement dit : j'ai attendu l'autre jour à l'aéroport, donc il faut dépenser 8 milliards d'euros...



Vidalies, un spécialiste du droit

social. Le nouveau secrétaire d'État, [Alain Vidalies](#), 63 ans, qui a occupé le poste des relations avec le Parlement dans le gouvernement Ayrault, n'est pas davantage un spécialiste des transports que ne l'était M. Cuvillier en mai 2012. Cet avocat de formation a pour lui sa [connaissance du droit du travail](#), ce qui peut être utile au moment de négocier avec les syndicats de la SNCF ou de la RATP. Mais à ce poste, les vrais choix politiques se font entre TGV et TER au moins autant qu'entre CGT et Sud-Rail.

Ainsi, oui, on risque de regretter M. Cuvillier, non parce qu'il était forcément un bon ministre (chacun jugera), mais parce qu'il avait fini par connaître les dossiers.

Le caillou Royal. Enfin, un autre caillou dans la chaussure explique peut-être le départ de M. Cuvillier. "Dans la configuration qui m'a été proposée, j'estime ne pas disposer de cette capacité d'action et de l'autonomie nécessaire". La configuration en question consiste en la tutelle de Ségolène Royal, ministre de l'écologie. En mars, M. Cuvillier s'était [prononcé en faveur de l'écotaxe](#), alors que Mme Royal préparait déjà son enterrement.